

**DEPUTE-E-S FRONT DE GAUCHE  
ANDRE CHASSAIGNE**

St-Amant-Roche-Savine, le 29 août 2013

## **Syrie : la solution est politique, non militaire**

Alors que l'hypothèse d'une intervention militaire en Syrie se précise, le gouvernement vient d'annoncer la convocation du Parlement en session extraordinaire pour la tenue d'un débat sur la situation en Syrie et les allégations d'usage d'armes chimiques dans la province de Damas. Nous saluons cette décision. Celle-ci répond à la demande exprimée au président de la République d'une information aux représentants de la nation sur cette crise et d'un débat parlementaire sur ses enjeux et perspectives politiques.

De fait, les Etats-Unis, soutenus par la Grande-Bretagne et la France, envisagent une riposte militaire contre le régime de Bachar el-Assad, jugé coupable d'avoir utilisé des armes chimiques contre sa propre population civile. L'hypothèse est loin d'être unimaginable. Toutefois, l'expérience en la matière commande une certaine prudence. L'histoire récente nous invite à ne pas se fier aveuglément aux seules déclarations anglo-américaines. La manipulation et la propagande médiatico-politiques qui ont ouvert la voie à la guerre contre l'Irak en 2003 demeurent dans toutes les mémoires et ont largement entaché la crédibilité de ses instigateurs.

A défaut de preuves irréfutables des attaques chimiques présumées par le régime de Bachar el-Assad, il serait sage d'attendre les conclusions de l'enquête actuellement en cours des inspecteurs de l'ONU. Des preuves d'autant plus nécessaires qu'en l'état actuel, le déclenchement d'une intervention militaire se déciderait en l'absence de toute autorisation du Conseil de sécurité de l'ONU, et donc en dehors de toute légalité internationale. A la violation du droit international, s'ajoute le risque d'une déstabilisation généralisée de la région, comme en témoigne la contagion de la violence qui s'étend au Liban.

La prudence que nous préconisons n'est pas synonyme d'inaction. Il faut réagir et apporter une solution au drame vécu par le peuple syrien, qui a eu le courage de se lever contre le régime cynique et sanguinaire de Bachar el-Assad. Toutefois, plutôt que de céder à la tentation de la guerre et de l'aventure militaire, la recherche d'une solution politique est une nécessité impérieuse. Cette voie politique, aussi étroite et difficile soit-elle, reste la meilleure qui soit pour le peuple syrien et la sécurité internationale.

Toutes les armes de la diplomatie n'ont pas été utilisées. La France doit être à l'initiative, afin de permettre la réunion d'urgence d'un sommet des principaux acteurs (directs et indirects) de ce conflit. De cette réunion pourraient enfin être dégagées les conditions d'un arrêt de l'escalade de la violence militaire, condition sine qua non à une transition politique et démocratique en Syrie.